



UIS EURE

Communiqué commun CGT-FO-FSU-Solidaires-UNL-SD et CFTD, de l'Eure

C'est le moment d'affirmer les revendications : Pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la protection sociale collective, les services publics Républicains ! tous en grève le 9 octobre 2018.

Pour les organisations syndicales et de lycéens de l'Eure CGT – FO – FSU – SOLIDAIRES – UNL-SD et CFTD, de l'Eure, réunies le 18 septembre 2018, le constat est clair : contrairement à ce qui est martelé, le problème crucial en France aujourd'hui n'est pas le manque d'argent mais bien celui de sa répartition équitable, ainsi :

- Pour les riches c'est l'explosion des dividendes versés aux actionnaires : + 13% de hausse au niveau mondial au 2^{ème} trimestre (soit 493 milliards de dollars). En France +23% (soit 50,9 milliards d'€ pour les dividendes aux actionnaires au 2^{ème} trimestre).
- Pour les salariés, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes, le gouvernement dicte une avalanche de mesures antisociales et d'appauvrissement. Gel des retraites et pensions, du point d'indice dans la Fonction Publique et modération salariale dans le privé, aucun coup de pouce du SMIC depuis des années, ni des prestations sociales, projet de baisse des allocations chômage, attaques contre l'accès aux soins, et le financement de la Sécurité sociale par le salaire différé, fermetures et privatisation dans les services publics (CAP22), barrage contre le droit aux études et l'accès à l'Université pour les jeunes.

Le gouvernement prépare un projet de loi pour imposer, non pas une énième « réforme des retraites » mais bien la disparition du système actuel par répartition fondé sur la solidarité intergénérationnelle. Sous prétexte d'égalité, d'équité (par la suppression de tous les régimes spéciaux qui prennent en compte les secteurs d'activité professionnelle), le gouvernement fait le choix d'une retraite par « points » sans aucune garantie pour le ou la futur-e retraité-e du montant de sa retraite. Le résultat sera, pour tous, une nouvelle baisse des pensions qui frappera particulièrement les salariés les plus défavorisés (les précaires, les femmes...).

Dans le même ordre d'idée, la politique menée contre les services publics est d'une ampleur sans précédent. Outre les 120 000 suppressions de postes qui sont programmées, c'est aussi le recours aux contractuels qui va remettre en cause la qualité et la pérennité des services publics. Cette remise en cause du statut de la Fonction Publique, concerne évidemment les agents publics, mais aussi les usagers que nous sommes tous.

L'heure est à la défense de toutes les conquêtes sociales et les droits élémentaires aujourd'hui menacés. L'heure est à l'unité d'action pour les revendications concernant les salaires, les emplois, et la protection sociale.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et CFTD ainsi que le syndicat de lycéens l'UNL-SD 27 appellent à faire du 9 octobre prochain une puissante journée de lutte dans les entreprises, dans les services et établissements. Ce sera l'occasion d'interpeller les directions locales autour des revendications portées par nos organisations respectives et les salariés actifs, privés d'emploi, jeunes et retraités de ce pays. Elles appellent à une manifestation interprofessionnelle à 10h30 départ Pré du Bel Ebat à Evreux afin que le gouvernement entende les attentes sociales multiples qui s'expriment dans le public comme dans le privé, par les acti-ve-s, les jeunes, les privé-e-s d'emploi et les retraité-e-s.

Mardi 9 octobre, journée de mobilisation et de grève pour :

- L'augmentation générale des salaires, des retraites et pensions, et des minimas sociaux pour gagner du pouvoir d'achat et financer par le salaire différé notre protection sociale collective ;
- La réalisation concrète de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- Un service public de proximité pour toutes et tous sur l'ensemble du territoire mettant fin aux inégalités territoriales et sociales ;
- L'arrêt des réformes régressives visant la casse des droits collectifs et les mécanismes de solidarité pour aller vers une individualisation généralisée des droits. Ces contre-réformes favorisant l'émergence d'une logique de chacun pour soi inégalitaire où l'on ne reçoit qu'à la hauteur de ses moyens et non plus en fonction de ses besoins.
- Le maintien des conventions collectives et des statuts, d'un vrai accès à la formation professionnelle et des systèmes d'assurances maladie et chômage actuel ;
- Le maintien actuel du système de retraite par répartition, des codes de pensions civiles et militaires et des régimes spéciaux avec un droit à la retraite à taux plein pour tous les salariés, dès l'âge de 60 ans et en deçà pour les travaux pénibles ;
- L'égalité d'accès à l'éducation et à la formation pour faciliter l'insertion des jeunes dans la vie active et la fin d'une logique de sélection aveugle du plus jeune âge jusqu'à l'université via Parcoursup et la loi ORE (Orientation et Réussite des Étudiants) ;
- L'abandon de la mise en place du Service National Universel (SNU), qui inciterait les jeunes à se mettre au pas ;
- Une vraie politique d'investissement ciblée notamment sur les enjeux environnementaux qui assure l'avenir des générations futures.

Evreux le 21 septembre 2018